

promis. De fait, beaucoup de gens estiment que, s'alignant sur cette déclaration, le gouvernement n'a pratiquement rien fait, ou peu de chose, pour justifier la confiance, les applaudissements et l'enthousiasme des Canadiens.

A propos de la rénovation urbaine, nous ne devons pas négliger les municipalités. L'expérience du gouvernement a rendu la chose évidente à propos de deux aéroports en particulier, celui de l'île de Toronto et celui qui est situé à l'extérieur de Montréal. La 37^e conférence annuelle de la Fédération des maires et des municipalités du Canada a indiqué très clairement qu'elle souhaitait participer à toutes les discussions concernant les affaires urbaines. Ces gens se préoccupent des transports et de l'habitation; ils veulent participer aux discussions aux niveaux auxquels leur expérience peut être utile. La Fédération a exprimé le désir d'y participer, chaque fois que c'est possible et de la manière établie lors de la conférence constitutionnelle fédérale-provinciale. Si nous voulons progresser dans ce domaine, nous devons commencer à reconnaître que le taux d'expansion urbaine et sa complexité croissante nous obligeront à descendre—je m'exprime ici avec beaucoup de respect—jusqu'aux municipalités pour obtenir de sages conseils.

On a dit que les pressions visant l'accroissement des dépenses dans les régions urbaines vont peut-être augmenter rapidement, et l'on doit noter que l'impôt foncier réel, qui reste de loin la plus importante ressource de revenu des municipalités est beaucoup moins sensible à l'expansion économique que les sources de revenu du gouvernement fédéral et des provinces. Comme l'a déclaré le Conseil économique, le fossé entre les dépenses requises par les municipalités et les revenus qu'elles obtiennent va probablement augmenter. Faute d'une croissance continue et du transfert des recettes des paliers supérieurs du gouvernement ou de nouveaux transferts de responsabilité à d'autres paliers de l'administration, il deviendra toujours plus difficile de maintenir, et encore plus d'améliorer, la qualité du milieu urbain dans lequel vivra la grande majorité des Canadiens.

Il est extrêmement important que nous connaissions la situation actuelle de l'expansion urbaine. Que dire de la rénovation urbaine? J'ai dû poser 30 ou 40 questions là-dessus depuis que je suis ici. Nous avons eu une série de ministres—le représentant de Kingston et des Îles (M. Benson), l'ancien député de Vancouver-Centre (M. Nicholson), le député de Trinity (M. Hellyer) et le ministre d'État chargé de l'habitation (M. Andras). Chacun, il me semble, s'était attaché à la manière valable d'envisager les problèmes de logement

urbain et on avait encouragé les municipalités à donner suite à leurs projets. La ville d'Hamilton ne faisait pas exception à cet égard. On avait reconnu et admis que son programme était excellent. L'autorité locale avait décidé d'y donner suite et le gouvernement avait fait savoir qu'il appuyait le projet. Selon moi, monsieur l'Orateur, on a leurré la ville d'Hamilton pour l'abandonner ensuite lamentablement. Cette ville avait prévu des travaux de 14 millions de dollars pour rénovation de la rue York et elle comptait sur environ 5 millions de dollars du gouvernement fédéral. Les porte-parole du gouvernement ont annoncé subitement: C'est bien malheureux mais nous n'avons que 2 millions et demi.

Savez-vous ce qu'il est advenu, monsieur l'Orateur? Lorsque je circule dans la rue York, les propriétaires de magasins, de boutiques et de maisons qui ont été expropriés, me demandent ce qui se passe. Je leur réponds: Blâmez le gouvernement d'Ottawa.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Je leur dis de blâmer le gouvernement actuel parce qu'il n'a montré aucun sentiment humain. J'ai écouté le ministre des Finances (M. Benson) parler des petites gens. Que sait-il à leur sujet? C'est une pilule que nous trouvons bien difficile à avaler. Selon moi, vu l'attitude du gouvernement, il est impossible d'obtenir la confiance et la collaboration que l'on espère des municipalités. Comment y compter lorsqu'on les leurre...

Une voix: C'est de John Robarts dont vous parlez?

M. Alexander: Le ministre chargé actuellement de l'habitation a déclaré récemment:

Jusqu'à ce que l'on puisse élaborer et exposer une politique canadienne de rénovation urbaine à long terme, mieux définie et plus logique, les municipalités qui ont déjà préparé des programmes de rénovation urbaine devront soit en suspendre l'étude soit terminer les travaux tout en sachant fort bien qu'il n'est pas sûr que le gouvernement fédéral leur accorde des fonds supplémentaires pour la mise en œuvre de ces programmes.

Et il a fait cette déclaration sans se soucier du fait que ces programmes étaient en voie de préparation depuis cinq ou six ans. Les municipalités ont besoin de principes directeurs au sujet du réaménagement urbain. C'est dans leur intérêt de savoir pourquoi un programme, que l'on avait cru satisfaisant, fait l'objet de réductions. Elles veulent surtout savoir si de nouveaux fonds leur seront assurés par le gouvernement fédéral; elles exigent une déclaration, portant entre autres sur une politique de réaménagement urbain.